

Lionel PALICOT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

99, Bd de Belgique
78 110 LE VESINET
Tél. 01 39 52 18 71

ENTREPRENDRE S.A.

Société Anonyme au capital de 257 801,46 Euros
53, rue du Chemin Vert
92 100 BOULOGNE - BILLANCOURT

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2019

Lionel PALICOT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

99, Bd de Belgique

78 110 LE VESINET

Tél. 01 39 52 18 71

ENTREPRENDRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31.12.2019

A l'assemblée générale de la société ENTREPRENDRE S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société **ENTREPRENDRE S.A.** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid - 19.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Les éléments mentionnés en page 8 de l'annexe se rapportant au principe d'évaluation des marques figurant en immobilisations incorporelles et à la méthodologie retenue relative à la provision pour dépréciation des marques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 12 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid - 19, la direction m'a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

J'atteste de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

J'atteste de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 -37- 4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, je me suis assuré que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Vésinet, le 30 juin 2020

Le Commissaire aux Comptes



Lionel PALICOT

ENTREPRENDRE

SA au capital de 257 801 €

53, rue du Chemin Vert

92100 Boulogne-Billancourt

Siren 403 216 617

Comptes annuels au 31 décembre 2019

SOMMAIRE

| | |
|---------------------------|-------------------|
| Bilan | Pages 3-4 |
| Compte de Résultat | Pages 5-6 |
| Annexe | Pages 7-19 |

BILAN - ACTIF

| ACTIF en € | 31/12/19 | | | 31/12/18 |
|--|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amort./Prov. | Net | Net |
| Marques | 2 304 505 | 1 766 795 | 537 710 | 632 619 |
| Autres Immobilisations incorporelles | 57 373 | 57 373 | - | 5 767 |
| Immobilisations corporelles | 153 747 | 132 051 | 21 696 | 20 619 |
| Autres participations | 217 100 | 217 100 | - | - |
| Créances rattachées à des participations | 614 757 | 614 757 | - | - |
| Autres titres immobilisés | 481 103 | 120 776 | 360 327 | 432 051 |
| Autres immobilisations financières | 84 490 | - | 84 490 | 84 490 |
| Actif Immobilisé | 3 913 075 | 2 908 852 | 1 004 223 | 1 175 546 |
| Avances & Acomptes sur commandes | 31 829 | - | 31 829 | |
| Clients et comptes rattachés | 4 800 751 | 699 014 | 4 101 737 | 4 577 470 |
| Autres créances | 724 187 | - | 724 187 | 1 086 862 |
| Valeurs mobilières de placement | 300 000 | - | 300 000 | 300 000 |
| Disponibilités | 1 555 971 | - | 1 555 971 | 989 174 |
| Charges constatées d'avance | 506 958 | - | 506 958 | 546 717 |
| Actif Circulant | 7 919 696 | 699 014 | 7 220 682 | 7 500 223 |
| TOTAL ACTIF | 11 832 771 | 3 607 866 | 8 224 905 | 8 675 769 |

BILAN - PASSIF

| PASSIF en € | 31/12/19 | 31/12/18 |
|--|------------------|------------------|
| Capital social | 257 801 | 257 801 |
| Prime d'émission | 2 525 529 | 2 525 529 |
| Réserve légale | 34 491 | 34 491 |
| Réserves réglementées | 165 397 | 149 777 |
| Autres réserves | 797 179 | 658 275 |
| Résultat de l'exercice | 106 787 | 367 267 |
| Capitaux Propres | 3 887 184 | 3 993 140 |
| Provisions pour risques | 57 800 | 97 380 |
| Provisions pour charges | 339 426 | 331 028 |
| Provisions pour Risques & Charges | 397 226 | 428 408 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 621 | 3 785 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 90 000 | 212 450 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 218 602 | 2 046 574 |
| Dettes fiscales et sociales | 624 960 | 746 776 |
| Autres dettes | 148 427 | 179 673 |
| Produits constatés d'avance | 855 885 | 1 064 963 |
| Dettes | 3 940 495 | 4 254 221 |
| TOTAL PASSIF | 8 224 905 | 8 675 769 |

COMPTE DE RESULTAT

| Compte de Résultat en € | 2019 | 2018 |
|--|------------|------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET | 13 136 954 | 13 921 343 |
| Reprises sur amort. & prov., transferts de charges | 99 771 | 117 380 |
| Autres produits | 63 788 | 191 296 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 13 300 513 | 14 230 019 |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements | 1 564 436 | 1 497 516 |
| Variation de stock | | |
| Autres charges externes | 10 335 887 | 11 122 565 |
| Impôts et Taxes | 15 477 | 17 133 |
| Salaires & traitements | 511 845 | 507 237 |
| Charges sociales | 153 203 | 152 160 |
| Dotations aux amortissements | 6 546 | 1 276 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | 129 594 | 64 442 |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | 50 329 | 197 331 |
| Autres charges | 73 969 | 69 249 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 12 841 286 | 13 628 909 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 459 227 | 601 110 |
| Produits financiers de participations | - | - |
| Produits des autres valeurs mobilières | | |
| Autres intérêts | 307 | 3 446 |
| Reprises sur provisions | 400 000 | - |
| PRODUITS FINANCIERS | 400 307 | 3 446 |
| Dotations financières aux provisions | 74 424 | 49 052 |
| Intérêts et charges assimilées | 7 958 | 13 118 |
| CHARGES FINANCIERES | 82 382 | 62 170 |
| RESULTAT FINANCIER | 317 925 | (58 724) |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 777 152 | 542 386 |

COMPTE DE RESULTAT

| Compte de Résultat en € | 2019 | 2018 |
|--|------------------|------------------|
| Produits exceptionnels sur opération de gestion | - | |
| Produits exceptionnels sur opération en capital | - | 26 016 |
| Reprises sur provisions | 73 580 | 23 000 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 73 580 | 49 016 |
| Charges exceptionnelles sur opération de gestion | 301 547 | 103 357 |
| Charges exceptionnelles sur opération en capital | 400 000 | 30 000 |
| Dotations sur provisions exceptionnelles | 42 398 | 90 778 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 743 945 | 224 135 |
| IREsULTAT EXCEPTIONNEL | (670 365) | (175 119) |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | - | |
| BENEFICE OU PERTE | 106 787 | 367 267 |

ANNEXE**Plan :**

1. Préambule
2. Règles et méthodes comptables
3. Informations complémentaires pour donner une image fidèle
4. Evènements postérieurs à la clôture
5. Notes sur le bilan
6. Notes sur le compte de résultat
7. Autres informations
8. Tableau des filiales et participations

1. Préambule

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'administration de la société, le 12 juin 2020.

| | |
|--------------------|--------------|
| Total du Bilan | 8 224 905 € |
| Chiffre d'affaires | 13 136 954 € |
| Bénéfice comptable | 106 787 € |

Le présent exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019, ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Acquisitions de marques :

Monsieur Robert Lafont, propriétaire de l'ensemble des marques a vendu en juillet 2007 les principales marques au Groupe Entreprendre pour 900 K€, à l'exception notamment des marques du pôle économique.

En juillet 2008, les marques du pôle économique dont la marque Entreprendre, et la marque Santé Revue ont été acquises par le Groupe Entreprendre pour 750 K€.

Les marques acquises avant le 31 décembre 2009 figuraient à l'actif du Groupe Entreprendre, entité filiale qui a été absorbée par la société Entreprendre.

En juillet 2010, 18 autres marques ont été acquises par la société Entreprendre pour 606 K€ HT.

De même qu'en 2007 et 2008, ces marques cédées par Monsieur Robert Lafont ont été évaluées par le cabinet Nomen International, sur la base d'une actualisation des flux futurs de redevances nettes d'impôts.

En 2011 la marque Jour de France a été acquise par la société Entreprendre.

Provision pour dépréciation de marques :

Les marques ayant une durée de vie illimitée et ne faisant pas l'objet d'un amortissement, celles-ci font l'objet annuellement d'une estimation sur la base d'un test de valeur, lequel repose notamment sur le chiffre d'affaires magazines de l'exercice concerné.

Les marques sont dépréciées en totalité lorsqu'elles sont arrêtées.

Les marques exploitées sont dépréciées lorsque la valeur estimée à la clôture de l'exercice s'avère être inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

Dans le cadre de la présentation des comptes annuels, les règles retenues sont les suivantes :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'est pas en mesure de définir les immobilisations décomposables, ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations corporelles figurant dans l'actif immobilisé sont susceptibles de subir une dépréciation par voie d'amortissement. Selon la nature des immobilisations et de leur durée de vie économique, celles-ci sont amorties soit sous le mode linéaire ou le mode dégressif.

Participations :

La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation est basée sur les derniers comptes annuels des sociétés concernées.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La société n'a pas réalisé de prises de participations durant l'exercice.

Les participations détenues par la société sont toutes provisionnées à 100 %.

Les participations détenues dans les sociétés France Vel et Keykod ont été sorties de l'actif immobilisé, du fait de leur liquidation au cours de l'exercice 2019.

En accord avec les règles du Plan Comptable Général, la société a constaté au titre de l'exercice une charge exceptionnelle d'un montant de 400.000 € relative à la valeur nette comptable des éléments d'actifs sortis, ainsi qu'une reprise de provision pour dépréciation des éléments financiers pour un montant identique.

Autres titres immobilisés :

La valeur brute des autres titres immobilisés, est constituée par leur coût d'acquisition. La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des autres titres immobilisés est basée sur les éléments financiers identifiés par la société, et font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

Le poste autres titres immobilisés comprend d'une part des titres de la société MLP et d'autre part des actions auto - détenues par la société.

Actions auto - détenues :

Principe : Les actions auto - détenues acquises par la société Entreprendre dans le cadre d'un accord entre actionnaires sont destinées à leur revente sur le marché.

Au 31 décembre 2019, la société Entreprendre détient à l'identique de l'exercice précédent 5 977 actions Entreprendre pour un montant global de 165 396,40 €, soit un prix moyen de 27,67 € représentant en nombre de titres 0,97 % du capital social.

A cette date, le cours de bourse s'élevait à 7,80 €, soit une valorisation des actions auto-détenues de 46 620,60 €.

Au regard de cette valorisation, il a été constitué à la clôture de l'exercice une provision complémentaire pour dépréciation des titres Entreprendre pour un montant de 71 723,80 €, portant ainsi ladite provision à un montant de 118 775,80 €.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Bonus MLP

Un produit à recevoir au titre des bonus 2019 calculés selon un document interne des messageries MLP sur la base du chiffre d'affaires et le lissage des frais sur invendus a été enregistré pour un montant de 365 K€ contre 432 K€ pour l'exercice précédent. Il a été comptabilisé en Clients - Factures à établir au bilan du 31 décembre 2019.

Cette baisse est due pour le principal à la diminution du chiffre d'affaires messageries.

Comptes de bilan liés aux échanges de marchandises

Sur le principe des échanges de marchandises (prestations publicitaires de la part d'Entreprendre en échange d'autres prestations ou produits liés à l'activité pour l'autre partie), les créances clients et les dettes fournisseurs liés aux échanges sont destinées à être compensés pour un montant équivalent :

| | |
|---|--------|
| Clients et comptes rattachés liés aux échanges de marchandises : | 844 K€ |
| Fournisseurs et comptes rattachés liés aux échanges de marchandises : | 844 K€ |

Valeurs mobilières de placement

Il n'y a pas de plus-values latentes sur ces placements de trésorerie.

Réserves réglementées

Les réserves indisponibles résultent de l'auto-détention par la société des titres Entreprendre.

3. Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Faits caractéristiques :

Il n'y a pas de faits caractéristiques notables durant cet exercice.

4. Evènements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire du Coronavirus a affecté l'activité de la société dès les premiers mois de l'année 2020.

Les numéros du magazine Entreprendre des mois d'avril mai et juin ne sont pas sortis. Les magazines couvrant les pôles « Sports » et « Automobile » durant la même période ne sont également pas sortis.

Le chiffre d'affaires Messageries du mois de mars 2020 a été de 800 K€ par rapport à celui du mois de mars 2019 de 886 K€ soit une baisse de 10%.

Le chiffre d'affaires Messageries pour le mois d'avril 2020 a été de 486 K€ par rapport à 1 035 K€ en avril 2019 soit une baisse de 46 %.

Les filiales et les participations détenues par notre société ont également été affectés par la crise sanitaire du Coronavirus, mais l'impact sur notre société devrait en être limité.

Au regard de ces éléments, Entreprendre reste réactif, facteur qui constitue « l'ADN » de la société, en faisant preuve de créativité et de dynamisme, par le lancement de nouveaux magazines répondant au plus près au besoins de nouveautés du lectorat et à sa volatilité, ce qui représente une tendance générale.

Toutefois, l'année 2020 devrait être une année de stabilisation et de consolidation de par notamment le renforcement des titres phares.

Par ailleurs, les impacts sur la société inhérents à la crise sanitaire du Coronavirus sont les suivants :

- La mise en activité partielle pendant la période de confinement, à partir du 17 mars au 11 mai 2020.
- L'octroi le 14 mai 2020 d'un prêt garanti par l'Etat d'un montant 1 500 K€,
- L'obtention du report du paiement des charges sociales pour les échéances du mois d'avril et de mai 2020.

5. Notes sur le bilan

Etat de l'actif immobilisé :

| Valeurs brutes en € | 31/12/18 | Acquisitions | Cessions | 31/12/19 |
|---|------------------|--------------|----------------|------------------|
| Marques | 2 304 505 | | | 2 304 505 |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 57 373 | | | 57 373 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations générales | 8 975 | | | 8 975 |
| Matériels de bureau | 142 917 | 1 855 | | 144 772 |
| Autres Participations | 1 229 158 | 2 699 | 400 000 | 831 857 |
| Autres titres immobilisés | 481 103 | | | 481 103 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 84 490 | | | 84 490 |
| TOTAL GENERAL | 4 308 521 | 4 554 | 400 000 | 3 913 075 |

Etat des amortissements :

| Immobilisations amortissables en € | 31/12/18 | Dotations | Reprises | 31/12/19 |
|---|----------------|--------------|----------|----------------|
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 51 605 | 5 767 | | 57 372 |
| Terrains | | | | |
| Construction Installations générales | | | | |
| Installations générales | 8 975 | | | 8 975 |
| Matériels de bureau | 122 298 | 778 | | 123 076 |
| TOTAL GENERAL | 182 878 | 6 545 | 0 | 189 423 |

Etat des provisions :

| Provisions en € | 31/12/18 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | 31/12/19 |
|--|------------------|----------------|--------------------|------------------------|------------------|
| Provisions pour litiges | 97 380 | 34 000 | 66 000 | 7 580 | 57 800 |
| Autres Provisions | 331 028 | 8 398 | | | 339 426 |
| Provisions pour risques | 428 408 | 42 398 | 66 000 | 7 580 | 397 226 |
| Provisions sur immobilisations incorporelles | 1 671 886 | 129 594 | | 34 685 | 1 766 795 |
| Provisions sur immobilisations financières | 1 278 210 | 74 424 | | 400 000 | 952 634 |
| Provisions sur stocks | | | | | |
| Provisions sur créances clients | 713 771 | 50 329 | | 65 086 | 699 014 |
| Provisions sur autres créances | 0 | | | | 0 |
| Provisions sur actif | 3 663 867 | 254 347 | 0 | 499 771 | 3 418 443 |
| TOTAL GENERAL | 4 092 275 | 296 745 | 66 000 | 507 351 | 3 815 669 |
| Dotations & reprises d'exploitation | | 179 923 | 0 | 99 771 | |
| Dotations & reprises financières | | 74 424 | | 400 000 | |
| Dotations & reprises exceptionnelles | | 42 398 | 66 000 | 7 580 | |

Le poste « Provisions pour litiges » concerne divers procès en cours. Celles-ci sont déterminées selon les risques évalués par notre cabinet d'avocats. Le poste « Autres provisions » se rapporte à la procédure en cours relative au contrôle fiscal couvrant les années 2012 à 2014.

Etat des créances et dettes :

| Créances en € | 31/12/19 | A 1 an au plus | Plus de 1 an |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Créances rattachées à des participations | 614 757 | | 614 757 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 481 103 | | 481 103 |
| Autres immobilisations financières | 84 490 | | 84 490 |
| Clients douteux | 812 101 | | 812 101 |
| Autres créances clients | 3 988 650 | 3 988 650 | |
| Personnel et comptes rattachés | 8 497 | 8 497 | |
| Organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 96 750 | 96 750 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 527 076 | 527 076 | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | 91 864 | 91 864 | |
| Charges constatées d'avance | 506 958 | 506 958 | |
| Etat des créances | 7 212 246 | 5 219 795 | 1 992 451 |

Il n'existe pas de créances représentées par des effets de commerce.

| Dettes en € | 31/12/19 | A 1 an au plus | A plus de 1 an et moins de 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------|----------------------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts auprès établissements crédit : | | | | |
| A 1 an maximum à l'origine | 2 621 | 2 621 | | |
| A plus d'1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 90 000 | 90 000 | | |
| Fournisseurs | 2 218 602 | 2 218 602 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 66 243 | 66 243 | | |
| Organismes sociaux | 41 759 | 41 759 | | |
| Prélèvements à la source | 2 006 | 2 006 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 513 528 | 513 528 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts et taxes | 1 424 | 1 424 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 148 427 | 148 427 | | |
| Produits constatés d'avance | 855 885 | 855 885 | | |
| Etat des dettes | 3 940 495 | 3 940 495 | 0 | 0 |

Dettes représentées par des effets de commerce : 21 365 €.

Capitaux propres :

| Composition du capital social | Nombre | Valeur nominale | Capital social |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| Au 1 janvier 2019 | 613 813 | 0,42 | 257 801 |
| Actions émises pendant l'exercice | | | |
| Actions remboursées pendant l'exercice | | | |
| Au 31 décembre 2019 | 613 813 | 0,42 | 257 801 |

6. Notes sur le compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires :

| Ventilation du Chiffre d'affaires | France | Export | Montant | Taux |
|-----------------------------------|-------------------|----------------|-------------------|-------------|
| Ventes de produits finis | 11 169 951 | 615 243 | 11 785 194 | 89,7% |
| Prestations de services | 1 164 586 | 39 426 | 1 204 012 | 9,2% |
| Produits des activités annexes | 147 748 | | 147 748 | 1,1% |
| Total | 12 482 285 | 654 669 | 13 136 954 | 100% |

Le mode de reconnaissance des revenus porte d'une part sur l'encaissement du chiffre d'affaires relatif à la distribution effectuée par la messagerie de presse MLP, et d'autre part sur le chiffre d'affaires relatif aux abonnements et à toutes autres prestations de services rattaché à l'exercice ou échelonné sur plusieurs exercices.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

| Niveau de résultat | Avant impôt | Impôt | Après impôt |
|----------------------------|----------------|-----------|----------------|
| Résultat d'exploitation | 459 227 | 128 584 | 330 643 |
| Résultat financier | 317 925 | 89 019 | 228 906 |
| Résultat exceptionnel | - 670 365 | - 217 603 | (452 762) |
| Participation des salariés | | | |
| Total | 106 787 | 0 | 106 787 |

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

Les déficits fiscaux reportables s'élèvent à 197 234 €.

| Accroissements et allègements | Montant | Impôts |
|--|----------------|---------------|
| Accroissements | | |
| Provisions réglementées | | |
| Subventions à réintégrer au résultat | | |
| Allègements | | |
| Provisions non déductibles l'année de dotation | | |
| Total des déficits d'exploitation reportables | 197 234 | 55 226 |
| Crédit d'impôt Mécénat 2019 | 66 676 | 40 000 |
| Total des moins-values à long terme | | |
| Total | 263 910 | 95 226 |

Détail des opérations exceptionnelles :

| Opérations exceptionnelles | Charges | Produits |
|--|----------------|---------------|
| Pénalités, amendes fiscales | 2 943 | |
| Dons, libéralités | 66 676 | |
| Valeur Nette Comptable des éléments d'actifs cédés | 400 000 | |
| Autres charges exceptionnelles | 210 714 | |
| Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | 21 214 | |
| Provisions pour risques et charges | 42 398 | |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | |
| Provisions pour risques et charges | | 73 580 |
| Total | 743 945 | 73 580 |

Opérations d'échanges de publicité :

Pour l'exercice 2019 la société Entreprendre a inscrit au titre des opérations d'échanges de publicité un montant de 190 194 € en produits et un montant de 190 194 € en charges.

Honoraires du Commissaire aux Comptes :

| | Montant |
|---|---------------|
| - Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes | 21 600 |
| - Honoraires facturés au titre des SACC (Services Autres que la Certification des Comptes) | 2 400 |
| Total | 24 000 |

Rémunération des dirigeants :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen :

| Effectif moyen | Personnel salarié | Personnel mis à disposition |
|-----------------------------------|-------------------|-----------------------------|
| Cadres | 5 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | | |
| Employés | 12 | |
| Ouvriers | | |
| Total | 17 | 0 |

7. Autres informationsEngagements donnés :

Néant

Engagement en matière de retraite

Les engagements de retraite correspondent à une estimation des droits acquis par le personnel en matière d'indemnités de départ à la retraite. Ils sont déterminés en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite.

A cet égard, les engagements en matière de retraite n'ont pas été évalués, étant précisé que ceux-ci ne devraient pas être significatifs compte tenu de la structure de l'effectif dans la société.

Engagements reçus :

Néant

Comptes consolidés :

Comme en 2018, la société Entreprendre n'est pas tenue d'établir des comptes consolidés, sachant qu'elle ne dépasse pas les seuils fixés par les articles L 233-17 et R 233-16 du Code de Commerce.

La société Entreprendre n'est pas elle-même filiale consolidée dans un périmètre de consolidation.

Intégration fiscale

La société n'a pas opté pour le régime d'intégration fiscale.

Charges à payer :

| Charges à payer en € | | 31/12/19 |
|--|--|----------------|
| Emprunts auprès établissements crédit | | 2 621 |
| Fournisseurs | | 748 679 |
| Dettes fiscales et sociales | | 87 355 |
| Autres dettes - Clients RRR à accorder | | 148 427 |
| Total | | 987 082 |

Produits à recevoir :

| Produits à recevoir en € | | 31/12/19 |
|---|--|----------------|
| Créances clients | | 410 511 |
| Autres créances - Produits à recevoir | | |
| Disponibilités - Intérêts courus à recevoir | | 666 |
| Total | | 411 177 |

Charges et produits constatés d'avance :

| Charges et produits constatés d'avance au 31 décembre 2019 en € | Charges | Produits |
|--|----------------|----------------|
| Charges & Produits d'exploitation | 506 958 | 855 885 |
| Charges & Produits financiers | | |
| Charges & Produits exceptionnels | | |
| Total | 506 958 | 855 885 |

Les produits constatés d'avance sont déterminés en fonction des parutions (magazines, abonnements, publicité). L'estimation des produits constatés d'avance est basée sur le prix de vente magazine et sur le prix de la page passée en publicité.

8. Tableau des filiales et participations

| Filiales et Participations | Capital social | Réserves et RAN | % de détention | Valeur brute des titres | VNC des titres | Prêts et avances consenties | Cautions et avals donnés | CA HT du dernier exercice clos | Résultat du dernier exercice | Dividendes encaissés |
|--|----------------|-----------------|----------------|-------------------------|----------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Filiales (plus de 50 % du capital détenu) | | | | | | | | | | |
| France Quotidien | 10 000 | (621 565) | 100% | 10 000 | - | 614 757 | | - | (2 625) | |
| Participation (de 10 à 50 % du capital détenu) | | | | | | | | | | |
| Autovoisin | 20 000 | NC | 35% | 7 000 | - | | | NC | NC | |
| Digiapp | 14 142 | 249 230 | 30% | 200 100 | - | | | 1 083 620 | 52 162 | |

Données :

France Quotidien – Exercice clos le 31/12/2019

Digiapp – Exercice clos le 31/12/2019

La société France Quotidien, filiale à 100 % de la société Entreprendre, mise en sommeil depuis plusieurs exercices, sera remise en activité en 2020.

Compte tenu des éléments en possession par la société Entreprendre, les participations détenues dans les sociétés Autovoisin et Digiapp sont totalement dépréciées du fait d'incertitudes relatives à leur exploitation.

Il n'y a pas eu de transaction significative durant l'exercice 2019 entre les parties liées.